This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

$B 23 563

GIFT OF
JANE K. SATHER

EX LIBRIS

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

SEPT ANS

DE

RÉPUBLIQUE AU BRÉSIL

(1889-1896)

PAR

OLIVEIRA LIMA, M.

Arthur Neves
Set.º 1915

EXTRAIT DE LA *Nouvelle Revue* DES 1er ET 15 AOUT 1896.

PARIS
LIBRAIRIE DE LA " NOUVELLE REVUE "
190, BOULEVARD MALESHERBES
1896

Digitized by Google

PRESERVATION
COPY ADDED
ORIGINAL TO BE
RETAINED

SEP 1 1 1992

SATHER

Digitized by Google

F2537
06

SEPT ANS

DE

RÉPUBLIQUE AU BRÉSIL

(1889-1896)

I

Il y a à peine sept ans que la République a été proclamée au Brésil, et déjà l'hypothèse d'une restauration dynastique semble définitivement écartée. Les rudes épreuves que le nouveau régime, enfanté par une révolte militaire, a subies de par son origine pendant cette courte période, n'ont fait qu'augmenter le nombre et stimuler l'ardeur des partisans de la République, en leur inspirant l'enthousiasme de la défense, en donnant au régime l'auréole de la victoire, tout ce dont avait été privée la surprise du 15 novembre 1889. Le moment semble donc venu d'expliquer avec impartialité et d'indiquer avec une certaine assurance les causes et l'avenir du changement politique que l'Europe a accueilli avec tant de froideur, à cause, d'une part, de la popularité qui entourait la noble personne de l'empereur dom Pedro et, d'autre part, à cause des fâcheux exemples d'inconstance, de prodigalité, de folie même, donnés fréquemment par les républiques hispano-américaines.

La France, si généreuse, devrait montrer un peu plus d'indulgence pour ces sœurs transatlantiques qui, pendant bien longtemps, n'ont vécu — et ne vivent encore, pour la plupart, — que du rayonnement de sa splendeur démocratique, les yeux tournés vers la République modèle, par moments étouffée, toujours renaissante; faisant de la Révolution de 1789 l'hégire de leur liberté et de la Déclaration des droits de l'homme leur évangile intangible. Et si la grande nation européenne, malgré toute sa civilisation puissante, toutes ses ressources extraordinaires d'in-

M519517
Digitized by Google

telligence, de richesse et de travail, vit toujours en proie aux vibrations de cette secousse profonde qui a bouleversé le continent et rompu les traditions séculaires des peuples, pourquoi s'étonner que des pays du nouveau monde, tenus pendant des siècles sous la garde jalouse de deux métropoles fermées aux idées nouvelles, se soient enivrés des paroles magiques dont ils entendaient l'écho lointain, et aient cherché plus tard la réalisation du rêve sublime? Les conditions déplorables de l'éducation politique ne pouvaient apporter à des populations demi-barbares que l'anarchie administrative et morale. L'ambition du pouvoir, ce fléau des démocraties, avait là un vaste champ d'action. Les intrigues de couloir dans le parlement, l'ignorance des grandes masses électorales n'avaient comme contre-partie que la phraséologie révolutionnaire ayant le don d'exciter jusqu'au délire l'ardeur des partis en lutte armée.

Le Brésil, par son organisation en monarchie héréditaire et par le caractère plus tranquille de ses fils, a joui, seul en pleine Amérique du Sud, des bienfaits de quarante ans de paix intérieure. Cependant la première moitié du siècle fut marquée par une effervescence continuelle, par de constantes révolutions locales par où s'échappait le trop-plein des aspirations démagogiques et fédéralistes, aspirations qui répondaient à une nécessité géographique, à une tradition historique, et aussi à la haine contre l'ancien dominateur de la colonie. Déjà, avant l'indépendance, la métropole avait eu à déjouer quelques conspirations malheureuses et à réprimer une révolte sérieuse, celle de Pernambuco en 1817, qui dura quelques mois et posséda même un gouvernement organisé. Après 1822 les mouvements révolutionnaires ne se comptent plus. Ils deviennent journaliers. L'armée, envahie par l'élément étranger dont le premier empereur aimait à s'entourer, non sans calcul, devient, dans sa majorité nationale, l'organe des revendications patriotiques.

La vieille méthode de monopole et de tyrannie exercée par le Portugal, qui, dans le dessein politique d'empêcher l'émancipation économique du Brésil, tua ses industries naissantes et le réduisit à l'état de simple propriété lointaine bonne à exploiter sous le rapport agricole, minier et commercial, en vint aussi à produire ses résultats les plus dangereux. Les dépenses exigées par les besoins multiples de la nouvelle administration ne trouvaient d'autre source de revenu que les impôts exagérés et les

Digitized by Google

droits de douane excessifs, obstacles à un système raisonnable du commerce international et à une solide accumulation de capital. Le déficit budgétaire, conséquence de cette situation anormale, et le manque d'équilibre de la balance du commerce par l'excès de l'importation sur l'exportation donnèrent naissance à la baisse du change, augmentant de façon extraordinaire la valeur des métaux et le cours forcé, car depuis la première banque du Brésil, créée par le roi Jean VI, le pays avait le bonheur de posséder une circulation fiduciaire. La formation de la richesse nationale — et il faut bien remarquer que tous ces maux se prolongèrent jusqu'aux temps actuels — voyait en outre se dresser devant elle la sordide institution de l'esclavage, rendant impossible la concurrence du travail libre et par cela même l'organisation d'une industrie.

Dom Pedro Ier d'abord, ensuite la régence et le jeune empereur, déclaré majeur à quinze ans en 1840, eurent toutes les peines du monde à braver et à vaincre, non seulement ce malaise économique, que la richesse naturelle du pays corrigeait en somme, mais les terribles éléments de désordre, sans cesse en agitation, parcourant toute la gamme des aspirations politiques depuis l'absolutisme jusqu'à la république idéale, soulevant tantôt le Nord — Pernambuco ou le Maranham ou Bahia, tantôt le Centre — Minas-Geraes, tantôt le Sud — Rio-Grande do Sul, qui se proclama indépendant et où la guerre dura dix ans, de 1835 à 1845. La sédition libérale de 1849 à Pernambuco — pâle reflet de la révolution de Février — a été la dernière de cette trop longue série, qui a entravé le progrès matériel et intellectuel du Brésil et retardé la solution de quelques problèmes plus que difficiles, capitaux, de sa vie politique.

Le plus important de beaucoup, celui qui a encore traîné pendant l'autre moitié du siècle et n'a été résolu en 1888 que pour faire place au changement de régime, s'appelait l'abolition de l'esclavage. Vieux songe humanitaire, ancienne préoccupation des hommes d'État de l'empire, l'abolition était certes dans l'esprit de tous. Au contraire de ce qui est arrivé aux États-Unis, où l'intérêt prit les armes contre le sentiment et lui disputa la prééminence de la fortune, personne au Brésil ne pensait à défendre en principe cette organisation retardataire et immorale du travail. Au moment de l'indépendance, José Bonifacio, le grand ministre et illustre savant, pensa, malgré les circonstances pénibles où se

Digitized by Google

trouvait le pays, à terrasser le mal, et dès lors le mouvement d'émancipation prit de plus en plus un caractère général.

L'agriculture néanmoins, la richesse et le bien-être de la nation, s'appuyait presque exclusivement sur les esclaves, que l'immigration européenne ne parvenait à suppléer que dans une faible mesure et seulement dans les provinces méridionales ayant un climat tempéré. Le manque subit de bras pour le labour des champs, pour la récolte du café dans le Sud, pour la production du sucre dans le Nord, et l'introduction dans l'économie nationale de ce million de nègres et métis devenus libres, et y apportant toute la bestialité de la vie esclave, ne laissaient pas que d'inquiéter une partie, la plus nombreuse peut-être, du monde parlementaire de l'empire. Les différentes lois votées sur cet objet principal de l'attention du parlement à partir de 1850 représentent autant de victoires gagnées par l'opinion libérale sur la timidité conservatrice; de même que cela est souvent arrivé en Angleterre, ce furent justement les conservateurs qui firent approuver les mesures les plus libérales, auparavant indiquées et demandées par un mouvement de l'opinion extra-parlementaire.

L'abolition réelle de la traite en 1851, la liberté du ventre esclave en 1871, et le tarif de décroissement de la valeur de la propriété esclave en 1885 marquent les étapes les plus importantes du chemin parcouru par l'idée de l'abolition jusqu'à son triomphe final. A partir de 1884 nous voyons le principe de l'abolition s'emparer absolument des esprits, provoquer de la part des planteurs de très nombreux affranchissements, obliger le gouvernement à prendre une attitude tantôt franche avec le ministère Dantas, tantôt indécise avec le ministère Saraiva ou même hostile avec le ministère Cotegipe; provoquer de légers désordres dans les villes et une méfiance croissante entre maîtres et esclaves dans les campagnes, et finir par décider la princesse régente à jouer d'un seul coup le trône, exigeant du parlement, par l'entremise du ministère Joao Alfredo, le vote d'une loi radicale.

Cette loi, du 13 mai 1888, faute d'accorder la moindre indemnité, ruina ou appauvrit les planteurs et, par dépit ou par un sentiment pénible de leur abandon, les convertit à la République, que les militaires commençaient à envisager comme la meilleure espérance de leur avenir. La Couronne oublia ou voulut oublier ce jour-là le péril dont l'avertissait en une brochure

Digitized by Google

fameuse (1) un membre du parti conservateur, qui est aujourd'hui l'un des orateurs les plus écoutés du Sénat de la République et qui était déjà un des jurisconsultes les plus renommés du pays : « L'esclavage brésilien, disait l'auteur des *Lettres d'un agriculteur*, est frère jumeau de la monarchie américaine; les deux institutions se défendent toutes deux par les mêmes arguments : la tradition, la coutume et la loi. Notre gouvernement pourra obtenir d'une Chambre introuvable le vote d'une loi abolissant précipitamment l'esclavage, frappant ainsi les mœurs et les traditions; mais il ne pourra pas empêcher que l'association des idées veuille, plus tôt ou plus tard, user envers la monarchie du même procédé dont celle-ci veut aujourd'hui user. »

II

L'empereur dom Pedro a charmé et séduit l'Europe par la simplicité de ses allures et par l'élévation de son esprit. Ç'a été, certes, le plus honnête et le plus patriote des chefs d'État; un gentilhomme de race, aussi aimable que digne, et une intelligence cultivée autant que désireuse d'apprendre. Il avait toutes les qualités nécessaires pour conquérir à l'étranger une popularité réelle qui, même aux États-Unis, ne lui fit jamais défaut. Un journal américain, le *New-York Herald*, au moment où il fut détrôné, lui prodigua avec raison les deux titres de *gentle scholar* et *genial gentleman*, lui refusant toutefois de solides vertus politiques.

Le rôle officiel de l'empereur a été tout autre selon les Brésiliens et plein d'imperfections. Hésitant, par habitude et par caractère, l'empereur demandait plutôt au hasard des circonstances, voilé sous le nom d'opportunisme, ce qui aurait bien mieux réussi par l'influence intelligente et la décision de sa volonté toute-puissante, qui souvent froissa l'amour-propre de ses ministres les plus indépendants. Son action sur la propagande abolitionniste semble assez effacée, du moins aux yeux du grand public, car les intimes du palais et les pamphlétaires indiscrets racontent que dom Pedro voulait l'émancipation des esclaves, à tout prix, au détriment même de la légalité. Les efforts de l'empereur se seraient portés vers ce but surtout à partir de 1879,

(1) *Manuel du fidèle sujet ou lettres d'un agriculteur à S. M. l'empereur sur la question de l'élément esclave.* Rio-de-Janeiro, 1884.

Digitized by Google

année où M. Joaquim Nabuco souleva à la Chambre des députés l'idée généreuse de l'abolition et commença à y consacrer les ressources de sa merveilleuse éloquence. Mais dom Pedro agit d'une façon peu loyale envers les propriétaires d'esclaves, qui de bonne foi croyaient leur propriété garantie par la Constitution de l'empire. L'empereur intrigua dans le parlement qui, pensant obéir aux suggestions de sa majorité, ne suivit en réalité que la volonté capricieuse du souverain, confiée à quelques ministres embauchés pour cette campagne.

L'éternel parti pris d'hésitation, de sondage de l'opinion publique, affecté par dom Pedro, même quand il poursuivait son but avec ténacité, découragea successivement tous les soutiens naturels du trône. L'aversion de l'empereur pour les réformes militaires, bien plus, pour l'armée elle-même qu'il négligea et méprisa, entra pour les trois quarts dans les résolutions des officiers qui proclamèrent la république. La révolte de l'armée s'appuya sur l'hostilité des agriculteurs lésés dans leurs biens, sur l'approbation des professeurs entraînés par l'abstraction séduisante des théories démocratiques, sur le détachement du clergé pour un roi peu dévot, sur l'inertie du peuple, auquel la monarchie n'avait pas su inspirer assez de civisme pour qu'il restât fidèle aux traditions ou se révoltât contre elles.

La force, la violence, l'idée, la foi et l'apathie s'étaient fortuitement trouvées d'accord pour renverser un trône qui n'avait pas su prendre racine sur le sol républicain de l'Amérique. L'empereur avait cru que la liberté de la presse, de la tribune et de la chaire, qu'il défendit à outrance, servirait d'indestructible base à la monarchie; c'est elle, au contraire, qui fit osciller le trône. La presse, surtout, par une tendance naturelle aux pays ayant une éducation politique insuffisante ou mauvaise, tourna cette liberté en licence et contribua, par ses violences de langage plus peut-être que par ses articles doctrinaires, à la chute de la monarchie.

Dans un gros ouvrage, qui est en voie de publication sous le titre d'*Histoire constitutionnelle de la République des États-Unis du Brésil* (1), M. Felisbello Freire, ancien ministre du maréchal Floriano Peixoto, écrit très judicieusement que, si l'impitoyable oppression de la métropole a créé au Brésil une atmosphère

(1) Trois volumes sont déjà publiés. L'ouvrage entier en aura quatre.

Digitized by Google

politique déplorable, elle a provoqué en même temps la résistance des intérêts blessés, des désirs refoulés sans pitié, qui furent extrêmement favorables au développement de l'idée de réaction, revêtant la forme républicaine, parce que la monarchie s'était solidarisée avec tous ces abus du pouvoir.

La vie sociale du Brésil colonial est travaillée par une agitation où les causes économiques jouent le premier rôle. Les passions, peu complexes, se présentaient alors, dans une société naissante, avec une franchise redoutable. Cette continuité révolutionnaire, — qu'il faut rappeler souvent pour faire saisir la tradition républicaine du Brésil, — répondant d'un côté aux exigences égoïstes de la métropole et de l'autre à la persistance de la tendance fédérative, enfanta le développement de l'idée démocratique et, petit à petit, logiquement cette idée s'empara des esprits, d'abord dans les écoles civiles, ensuite dans les écoles militaires.

Après 1870, l'enseignement supérieur s'était transformé au Brésil. Non seulement les écoles de sciences naturelles et les écoles techniques prirent une nouvelle importance, mais aussi les écoles de droit perdirent leur ancienne étroitesse d'orientation et choisirent une voie philosophique plus féconde en résultats. Tobias Barreto, professeur à la Faculté de droit de Pernambuco, — ville qui a eu, pour ainsi dire, la primauté dans tous les mouvements, politiques, scientifiques ou littéraires, — fut chez nous le réformateur des sciences juridiques (1), auxquelles il appliqua avec savoir et habileté les principes et la méthode de l'école évolutionniste d'Hæckel, d'accord avec le puissant naturalisme social d'Ihering. Par cette inclination positive des intelligences et aussi par des causes politiques telles que le renversement du trône des Napoléons en France et de la dynastie des Bourbons en Espagne, la République vit augmenter considérablement l'importance de sa propagande, dont les auxiliaires les plus dévoués ne se recrutèrent pas uniquement parmi les bacheliers en droit, les avocats, les magistrats et les hommes politiques unis étroitement par métier aux institutions, mais parmi les médecins et les ingénieurs placés dans un courant mental déjà émancipé (2).

(1) Les principaux ouvrages de ce juriste, qui était aussi un poète lyrique d'une certaine valeur, à la façon métaphorique de Victor Hugo, sont intitulés *Introduction à l'étude du droit ; Nouvelle intuition du droit ; l'Idée du droit ; Études de droit ; Études allemandes.*

(2) Felisbello Freire, ouv. cit., t. Ier.

Digitized by Google

Dans les écoles militaires particulièrement, l'idée fit des progrès rapides et sûrs. L'officier, par son éducation qui le forme à l'obéissance passive, offre une matière plus malléable, un terrain plus adapté à l'enseignement moral de ses supérieurs. L'aspiration républicaine s'introduisit d'abord dans les écoles sous la forme de conquête scientifique. Ensuite, l'idée républicaine fut présentée par la doctrine philosophique, qui, après la conception religieuse des Jésuites, a le plus fortement discipliné une fraction des esprits humains. Je veux dire le positivisme orthodoxe d'Auguste Comte.

L'enthousiasme de la jeunesse des écoles militaires pour son maître, Benjamin-Constant Botelho de Magalhaens (officier du génie, qui a préparé et mené à ses fins le complot antidynastique), tenait du fanatisme; aujourd'hui encore, malgré la mort de son initiateur, le positivisme maintient intact son prestige et garde ses positions. La valeur de ses apôtres actuels — valeur non seulement intellectuelle, mais morale — contribue à la persistance des effets de cette doctrine. Au moment de la proclamation de la République, le positivisme a imposé son caractère à plusieurs manifestations d'ordre extérieur, telles que le nouveau drapeau national, le calendrier des fêtes publiques, etc., et bientôt après, à la réforme de l'enseignement à tous les degrés faite sous le gouvernement provisoire. La défense du principe d'autorité, qui, pendant ces dernières années, a pris quelquefois le masque d'une dictature violente, a rencontré parmi les positivistes des lutteurs acharnés et à Rio-Grande do Sul, le nombre aidant, ils ont pu façonner à leur gré la Constitution de l'État, octroyant au pouvoir exécutif la grande majorité des droits et n'accordant au corps législatif qu'un simulacre de coopération. La réforme de cette Constitution locale, dont l'esprit attaque de front les bases de la Constitution fédérale, a même été le prétexte de la guerre civile, qui, pendant trois ans, sema la désordre et la ruine sur la frontière sud du Brésil.

L'armée brésilienne avait rendu à l'empire les plus grands services, en étouffant les séditions provinciales et en obtenant un succès dans la longue et pénible campagne du Paraguay (1865-1870), dont les résultats positifs furent tout à fait nuls, mais qui avait pour noble motif la vengeance d'un outrage national. L'empire cependant ne témoigna jamais à l'armée de reconnaissance; il eut l'imprudence de la délaisser tout à fait

Digitized by Google

au moment même où l'enseignement démocratique ouvrait aux officiers des horizons plus vastes. Des mesures disciplinaires, prises inopportunément, allaient bientôt donner à l'esprit de classe une nouvelle vigueur.

Le parti abolitionniste et le parti républicain — qu'il ne faut pas confondre, car les républicains firent très habilement toujours de l'abolition de l'esclavage une question à part — cherchaient, opposant sa sollicitude à la négligence du gouvernement, à gagner les bonnes grâces de la force publique, naturellement destinée à assurer la victoire au parti politique qu'elle défendrait. En 1887, l'armée commença par refuser de poursuivre les esclaves fugitifs qui donnèrent le premier exemple de l'abandon en masse des plantations. Au mois de novembre 1889, devenant de plus en plus audacieuse et adroitement guidée par les républicains, l'armée, par un *pronunciamiento*, renversa le ministère et avec lui le trône. Fort heureusement, selon M. Joaquim Nabuco, l'ancien *leader* abolitionniste qui est en ce moment le plus fidèle soutien de la princesse Isabelle, l'armée tint, ce jour-là, l'emploi des premiers rôles, car elle fut la garantie de l'unité brésilienne (1). Les chances de séparation, disons-le en passant, ont considérablement diminué depuis l'application du principe fédératif, raison d'être de la République, auquel les anciennes provinces doivent quelques mauvais quarts d'heure de lutte politique, mais aussi un remarquable développement économique qui constitue maintenant le plus ferme appui du nouveau régime.

Le gouvernement de l'empereur s'était habitué dans les derniers temps à transiger avec les militaires dans une suite d'événements peu édifiants; cela avait commencé par un hideux assassinat, resté impuni, crime commis sur un journaliste par les officiers d'un régiment de cavalerie injustement et misérablement outragés, et avait été suivi par la célèbre affaire Madureira, alors que les officiers réclamèrent et obtinrent du suprême tribunal militaire le droit de répondre par la presse aux injures qui leur seraient adressées, même de la tribune parlementaire. Ils allèrent jusqu'à exiger en outre l'annulation, accordée à la longue, de deux notes de blâme. C'est dire que l'indiscipline florissait parmi les militaires. L'armée en était arrivée à adresser des manifestes au pays et le gouvernement s'était lui-même acculé

(1) *Manifeste à des électeurs de l'État de Pernambuco* (1890).

Digitized by Google

à l'impuissance. Il fallait donc s'attendre dès lors à ce qu'un tel état de choses eût de bien graves conséquences.

III

Des causes d'un ordre plus général que ces fastidieuses questions de caste se découvrent parmi celles qui amenèrent la République au Brésil. Nous avons vu que la tradition historique était franchement révolutionnaire ; que le trône avait successivement perdu ses plus solides soutiens ; que la propagande dans les écoles supérieures avait façonné la jeunesse, et que la propagande générale avait provoqué une telle ardeur pour la lutte, notamment dans la capitale, que le nombre des journaux républicains, qui de 1820 à 1870 avait été de 21, de 1870 à 1888 montait jusqu'à 88 (1).

D'autre part, le parlementarisme, système politique qui, honnêtement appliqué, contient le plus de libéralisme, constamment faussé dans la pratique par l'empereur, ne servit au Brésil qu'à en faire valoir les défauts. La Chambre des députés, souveraine dans d'autres pays comme la France, était dissoute chez nous à la moindre velléité d'indépendance, ce qui, stimulant la fraude électorale, n'assurait pas toutefois la stabilité ministérielle. De 1878 à 1885, seulement, période de l'avant-dernière domination du parti libéral, sept cabinets furent dévorés par la couronne bien plus que par le parlement. C'est que l'action de l'exécutif, rendue presque nulle au moment de la régence et surtout des grandes luttes parlementaires des premières années du règne de dom Pedro II, s'affirma après cela sournoisement, créant ce qu'on appelait à juste titre le *pouvoir personnel* de l'empereur, et qui fut, en effet, pendant le reste de son règne le grand moteur de la vie politique du pays, au milieu de la confusion des programmes et de l'inévitable anarchie des partis.

L'époque de la régence fut une époque si libérale, que M. Joaquim Nabuco la considère comme une véritable expérience démocratique. Dom Pedro Ier avait abdiqué le 7 avril 1831 devant une sédition militaire suscitée par les monarchistes libéraux et les républicains fédéralistes. Ces éléments disparates

(1) Felisbello Freire, ouvr. cit., t. Ier.

Digitized by Google

durent, après la victoire, démêler leurs intérêts et fixer leurs gains. Jusqu'à la réaction conservatrice de 1837, le triomphe définitif appartint au parti dit modéré, c'est-à-dire au parti constitutionnel, qui d'un côté licencia l'armée révolutionnaire et de l'autre amadoua les impatiences provinciales au moyen de l'acte additionnel de 1834, que l'empire a faussé dans la suite. Les années de la régence (1831 à 1840), quoique troublées par des désordres sanglants, résument donc les plus belles pages de l'histoire politique du Brésil; mais le sentiment national n'avait pas encore assez de force pour pouvoir se passer de la puissante attraction centrale du trône. La monarchie, réclamée en 1840 comme le salut, tomba d'elle-même en 1889, rendue inutile par la conscience de l'unité et par les exigences du progrès. « En somme, la régence semble n'avoir eu d'autre fonction historique que celle de séparer le sentiment national de l'aspiration républicaine, qui théoriquement en est le plus haut degré, mais qui l'exclut dans la pratique sud-américaine. Sans cet intervalle démocratique, les premiers hommes d'État du second règne n'auraient pas eu la forte conviction qu'ils ont montrée de la nécessité de la monarchie, conviction que, vers la fin, l'ordre inaltérable, la paix prolongée, le fonctionnement automatique des institutions libres ont successivement éteinte chez chacun d'eux, *à commencer par l'empereur*, et que la parfaite stabilité du règne empêcha de mûrir chez les plus modernes, qui ne connaissaient que par tradition ces années difficiles (1). » La décadence du régime avec ses rouages politiques faussés était plus que visible en 1889 : elle était évidente. L'esprit public, ou mieux, l'esprit de la classe dirigeante (car il ne faut jamais parler d'esprit public au Brésil où le *peuple* n'existe pas), avait si bien compris la situation anormale qui existait dans l'équilibre des pouvoirs publics, qu'au moment du vote de la constituante de 1890, l'assemblée inclina presque unanimement vers le système présidentiel, comme étant un remède efficace à l'indépendance simultanée du congrès et du président.

L'abolition de l'esclavage, outre son côté humanitaire, avait aussi sa signification, c'était d'aviver par le travail libre une nouvelle phase économique et de créer une nouvelle classe, la classe industrielle, plus accessible aux changements d'opinion que la

(1) Joaquim Nabuco, *Un homme d'État de l'empire* (J.-Fh. Nabuco de Araujo) dans la *Revista brazileira* du 15 août 1895.

Digitized by Google

classe agricole. Et celle-ci, nous avons vu qu'elle n'a point pardonné l'extorsion dont elle fut la victime.

« Un peuple (1) se laisse souvent extorquer la liberté politique ; mais la dépossession des droits civils provoque ou la révolution sociale ou des haines implacables. Nous en avons un exemple en Russie avec Alexandre II, plus libéral encore, aux dépens d'autrui, que Votre Majesté. Ce fut le grand secret des despotes romains ; ils absorbaient la vie politique du peuple-roi, mais ils laissaient aux jurisconsultes le soin de systématiser le droit privé, et aux tribunaux la formation unique de cette jurisprudence majestueuse, qui aujourd'hui est encore le modèle et fait l'admiration des peuples cultivés ! »

La République fut donc le résultat logique de la décomposition du régime monarchique et le retour à une tradition vivace, qui, de tout temps, a fait subir aux classes dirigeantes du Brésil l'influence d'événements et d'idées étrangères, sans toutefois cesser de reproduire fidèlement l'idéal de fédération démocratique auquel le pays demeure fidèle.

Au dernier *Salon* de peinture de Rio-de-Janeiro, M. Belmiro de Almeida exposait un tableau allégorique de la République sous ce titre : *le Matin du* 15 *novembre* (1889). La République descendait des nuages sous les traits d'une superbe femme, entourée des emblèmes du droit, de la justice, de la force et de l'intelligence. Elle s'acheminait vers l'incomparable baie de Rio-de-Janeiro, où, sur le sable fin et clair du rivage, repose l'Indien traditionnel, qui, depuis les temps pré-romantiques, a le monopole de représenter la nation. L'Indien se réveille et regarde, surpris, ébloui, la superbe vision. Le peintre a été ici vraiment symbolique, car il a noté l'attitude du peuple brésilien le jour de la chute de la monarchie.

Ce jour-là, le passé s'envolait sans laisser de bien vifs regrets. L'avenir apparaissait plein de promesses. On répétait aux masses ignorantes que la démocratie enfanterait la prospérité générale. On le croyait. D'ailleurs, cette démocratie ne pouvait être plus obscure que ce qu'il y avait eu, nuit d'esclavage à peine dissipée. Les écrivains avaient rêvé cette République, qui surgissait à présent vierge de crimes politiques, sans une goutte de sang répandu. Le rêve se trouvait réalisé.

(1) *Manuel du fidèle sujet*, etc.

Digitized by Google

IV

Le gouvernement provisoire, né avec la République, portait fatalement l'empreinte de la révolution. Il ne pouvait être que militariste, quoique la plupart de ses membres fussent des civils; en effet, aux finances était M. Ruy Barbozza, orateur et publiciste de grande valeur, ancien libéral séparé de son parti et qui avait mené une brillante campagne de presse contre le dernier cabinet de la monarchie; aux affaires étrangères, M. Quintino Bocayuva, le plus élégant des journalistes politiques brésiliens, chef reconnu de la majorité *évolutionniste* du parti républicain, dont la fraction révolutionnaire avait son chef, M. Silva Jardim, le téméraire propagandiste si tragiquement mort au Vésuve l'année suivante; à la justice, M. Campos Salles, l'un des chefs démocrates de San-Paulo, esprit d'une culture remarquable; à l'agriculture, M. Demetrio Ribeiro, jeune ingénieur qui personnifiait le bruyant groupe positiviste de Rio-Grande do Sul; enfin, à l'intérieur, M. Aristides Lobo, républicain de vieille date, connu pour ses opinions radicales, plus tard à la tête des *jacobins*. Les deux seuls ministres militaires étaient M. Benjamin-Constant à la guerre, et, à la marine, le contre-amiral E. Wandenkolk, dont la science et la bravoure sont indéniables.

Mais ce gouvernement provisoire ne se présentait pas comme une unité révolutionnaire, dont les membres eussent des attributions égales pour tous; il dépendait, comme un ministère librement choisi, d'un chef du pouvoir exécutif, le maréchal Deodoro da Fonseca, un vétéran de la campagne du Paraguay. Le général rebelle, qui avait renversé la monarchie, après avoir été le bras du complot, représentait la suprématie de l'armée dans les affaires publiques.

Les débuts de la République furent on ne peut plus heureux. La famille impériale, traitée non seulement avec tous les égards, mais avec une certaine recherche de courtoisie, fut transportée en Europe sans l'ombre d'une protestation visible. Le Sénat lui-même, en fonctions en ce moment, — assemblée restreinte, individuellement choisie par l'empereur sur une liste triple et qui contenait le dessus du panier du monde politique, — ne souffla pas mot. Les adhésions des fonctionnaires publics et des chefs

Digitized by Google

des partis monarchiques, déclamatoires ou résignées, peut-être un peu conventionnelles dans leur but égoïste, arrivèrent de toutes parts. Aucune résistance n'eut lieu. Les conditions de la fondation de la République ne pouvaient être meilleures et plus heureuses.

Toutes les provinces, d'emblée promues au rang d'États, eurent une indépendance très large, trop large même, étant donnés le manque de tolérance des partis et l'exagération des rivalités locales, car peu de temps après, des abus obligèrent de circonscrire cette indépendance provinciale. Les militaires de terre et de mer vivaient orgueilleux du rôle principal qu'ils avaient joué dans la campagne libératrice. La presse entière se montrait dithyrambique, sauf une voix discordante, écho d'une fidèle amitié. Les spéculations commerciales et industrielles, qui, après l'heureuse abolition de l'esclavage, trouvaient dans l'affluence des capitaux sur le marché un champ d'activité prodigieuse, ne dégénèrent que plus tard en un jeu de Bourse effréné.

Tout avait souri à la naissance de la République, mais presque aussitôt les méfiances s'étaient éveillées. Les déportations, dont le premier Empire avait fait usage comme arme de combat, ou mieux, de défense, furent renouvelées. Les décrets attentatoires à la liberté de la presse devinrent comme le prélude de la loi électorale la plus fâcheuse qu'une République pût mettre en vigueur. Petit à petit la liberté d'opinion et de manifestation dont le pays avait bénéficié, même sous le régime tombé, lui fut reprise. Pourquoi ce changement?

Les républicains radicaux se plaignirent amèrement des machiavéliques conspirations des monarchistes, d'une hostilité sourde, fuyante, presque impalpable, mais implacable, qui longtemps inonda l'Europe de fausses dépêches, inspira de cruels pamphlets et sema l'inquiétude au cœur même de la nation. Il y eut, certes, du vrai dans les plaintes des radicaux. Les monarchistes, débandés à la première minute de panique, se ressaisirent ensuite; mais, sans avoir jamais eu la hardiesse de se grouper en un parti militant (1), ils entreprirent une campagne facile de discrédit et suscitèrent au gouvernement mille petits embarras. Tant qu'ils le purent, ils prirent part à tous les mouvements sédi-

(1) A San-Paulo, M. Éduardo Prado, riche planteur de café, écrivain très incisif et voyageur impénitent, qui a parcouru les cinq par ies du monde, l'auteur acclamé des *Fastes de la dictature militaire au Brésil* et de l'*Illusion améri-*

Digitized by Google

tieux qui se succédèrent depuis la fondation de la République, surtout à ceux du 23 novembre 1891 (mouvement contre le coup d'État du maréchal Fonseca) et du 6 septembre 1893 (révolte de l'escadre sous le commandement de l'amiral Mello). Le militarisme servit de prétexte à l'esclandre, de principal chef d'accusation contre la République. Cependant la direction militaire, consciente de sa lourde responsabilité, maintint l'unité d'action du gouvernement provisoire, empêchant les dissensions qui eussent ruiné son prestige. Bien plus, après une période de luttes devenue pour l'existence démocratique plus qu'une menace, la direction militaire prépara elle-même l'avènement du pouvoir civil, que l'armée n'a pas troublé un seul jour.

Le gouvernement provisoire, sûr de la victoire, qui ne lui était pas disputée, et dans un esprit de fraternité qu'il poussa jusqu'à l'exagération, voulut tout d'abord se concilier les bonnes grâces des anciens partis dynastiques, qui renfermaient une grande partie de l'élite intellectuelle du pays. Une détente lui paraissait d'autant plus nécessaire que rares étaient les provinces où le parti républicain possédât une ancienne et vigoureuse organisation locale. San-Paulo et Rio-Grande do Sul pouvaient seules être considérées comme remplissant ces conditions (1). Dans les autres États, les efforts subversifs partaient de groupes peu nombreux. Connaissant les lacunes de cette situation gouvernementale, les monarchistes non avérés s'empressèrent d'accepter la République, dans l'espoir manifeste de la dominer à leur profit personnel — ce à quoi ils s'essayent maintenant encore pour la plupart — provoquant une certaine irritation parmi les vieux combattants et les jeunes enthousiastes, et justifiant la réaction

caine, ouvrage publié pendant la révolte de l'escadre et qui eut les honneurs de la confiscation, vient justement d'essayer l'organisation d'un parti monarchiste, avec comité directeur central et feuille journalière. Ce parti compte certainement quelques noms respectables, mais il est bien loin de voir poindre le succès. Du reste, si, d'une part, il y entre beaucoup de sincérité et de dévouement dynastique, du côté de M. Éduardo Prado il y entre pas mal de désœuvrement et de snobisme. A Rio-de-Janeiro, la tentative de San-Paulo a été suivie d'un pâle manifeste, signé par les plus illustres dévots de l'ancien régime, tels que MM. Joao Alfredo, vicomte de Ouro Preto, Lafayette R. Pereira, Joaquim Nabuco, etc.

(1) San-Paulo avait même élu deux députés républicains du temps de l'Empire : MM. Prudente de Moraes, le président actuel, et Campos Salles, hier sénateur fédéral et aujourd'hui gouverneur de San-Paulo.

Digitized by Google

nommée jacobine, qui n'est autre chose qu'une crise de l'instinct de conservation.

Le gouvernement provisoire eut à subir les oscillations de ces tendances contraires, de ces desseins opposés; s'ils ne mettaient pas en danger la vie même du nouveau régime, ils troublaient du moins l'atmosphère de paix nécessaire à la réalisation de l'œuvre colossale de reconstruction nationale qui s'élaborait. Malgré cela, ce qui fut réalisé du 15 novembre 1889 au 15 novembre 1890, date de l'ouverture de la Constituante, a une grande importance, quoi qu'en pensent ou semblent en penser les monarchistes intransigeants (1).

Les fautes du gouvernement provisoire, celles dont il s'est rendu coupable ou celles dont il porte injustement la responsabilité, ne doivent pas être passées sous silence. Les avances aux partis dynastiques, faites dans une intention patriotique, affaiblirent l'unité républicaine, indispensable à la constitution d'un régime. Ces avances attiédirent l'ardeur de l'ancienne armée propagandiste et justifièrent les résistances que rencontra le développement normal des nouvelles institutions.

Ce n'est pas impunément que l'armée s'était jugée un moment maîtresse absolue des destinées du pays, l'arbitre suprême de la politique. Aujourd'hui elle n'est plus un élément de trouble. L'amnistie aux révolutionnaires de septembre 1893 et à ceux de Rio-Grande do Sul a pu être l'année dernière discutée et votée sans le moindre signe de mécontentement des soldats qui, pendant trois ans (1892, 1893 et 1894), se sont bravement battus pour le gouvernement légal. Mais il n'en avait pas été de même en 1890 où le *Club militar* avait juré de s'opposer par la force à l'approbation du traité de Montevideo, signé par le ministre des affaires étrangères du gouvernement provisoire et qui cédait à la Répu-

(1) L'inutilité des efforts à tenter en vue d'une restauration parut si évidente dès le départ de dom Pedro que ses partisans déclarés furent aussitôt généralement surnommés les *sébastianistes*. M. Joaquim Nabuco, se vantant de cette épithète, l'interprète d'une façon très heureuse. « De même que les Portugais, dit-il, ayant perdu en 1580 leur indépendance, symbolisèrent dans la personne du jeune roi tué en Afrique, lorsqu'il livrait bataille aux infidèles, leurs regrets du passé et leurs espérances de l'avenir, ainsi les Brésiliens, ayant perdu leurs libertés, tournent des yeux désespérés vers l'empereur mort en exil et n'aperçoivent leur bonheur que dans le rétablissement de sa succession. » Le talent de l'écrivain ne déguise pas un joli aveu d'impuissance en faisant cette comparaison.

Digitized by Google

blique Argentine la moitié du territoire contesté des missions (1).

N'oublions pas que la révolution politique arrivait greffée d'une révolution dans le monde du travail, révolution qui avait détruit une distribution plus qu'inégale, inique, de la fortune, et avait ouvert au capital de nouveaux accès sous forme d'initiative particulière ou d'instruments de production que l'esclavage rendait auparavant inutiles ou superflus. La circulation métallique étant en baisse, les émissions de papier-monnaie durent naturellement augmenter comme une représentation de la richesse publique, et aussi comme un besoin devant l'introduction des salaires et l'augmentation des appointements de tous les fonctionnaires, mesure non de favoritisme, mais de simple justice à cause de la cherté croissante et finalement excessive de l'existence, due à la baisse progressive du change par la dépréciation de la circulation fiduciaire et des spéculations qui en dérivaient. Ces émissions dépassèrent leur but immédiat ; elles enhardirent les spéculations de Bourse que le gouvernement de la monarchie avait patronnées comme une source de prospérité, malheureusement plus apparente que réelle, et que le nouveau gouvernement patronnait comme une diversion aux affaires politiques, d'autant plus utile que la plupart des anciens chefs de l'Empire, dépossédés de leurs charges et bénéfices, s'y étaient jetés à corps perdu. Les pertes considérables éprouvées par la fortune particulière lors de la liquidation forcée de cette immonde orgie de titres eurent sur le pays une répercussion d'immoralité et de gaspillage qui contribuèrent énormément aux difficultés traversées par la République.

Les torts du gouvernement provisoire sont ici non seulement indirects, mais aussi directs. La légèreté dont le département de l'agriculture fit preuve en distribuant à tort et à travers les concessions de terrains, de chemins de fer, de mines, d'usines à sucre, de navigation fluviale, les contrats d'immigration et autres,

(1) Le congrès rejeta ultérieurement ce traité, et la question séculaire (elle datait de 1750) fut soumise à l'arbitrage du président Cleveland, dont la sentence, entièrement favorable au Brésil, a été rendue au commencement de l'année dernière. Les droits du Brésil à ce territoire considérable étaient soutenus par une intelligente mission extraordinaire, présidée par M. de Rio Branco, ancien consul à Liverpool et historien très éclairé, qui vient d'être chargé de la défense des droits brésiliens sur le territoire contesté voisin de la Guyane française.

Digitized by Google

est à peine justifiée par le but poursuivi d'une prospérité rapide et de la grandeur nationale (1). Ces concessions innombrables servirent beaucoup plus à stimuler le jeu de Bourse qu'à améliorer les différents services qu'elles empêtraient, l'initiative de l'État continuant à être toute-puissante, la plus simple des façons dont elle se manifeste étant la garantie d'intérêts, et la routine ainsi que l'exclusivisme dans la culture retardant encore pour le moment les progrès agricoles (2).

La politique financière du gouvernement provisoire elle-même provoqua de véritables désordres. D'abord partisan de la pluralité des banques d'émission par un excès de pruderie fédérative, le ministre des finances divisa le pays en trois zones et ouvrit le robinet des émissions de billets de banque (3) sous garantie de titres de la dette publique. Les banques perdraient premièrement le droit aux intérêts de ces titres et plus tard tout droit de propriété sur eux, de sorte qu'une partie de la dette intérieure se voyait ainsi rachetée sans le moindre sacrifice direct du Trésor. Le plan primitif, exposé par M. Ruy Barboza dans des rapports où l'on trouve une grande chaleur de conviction, dut subir quelques remaniements, d'accord avec les courants d'opposition qui se dessinèrent dans le monde de la haute finance et

(1) Discours de M. F. Glicerio à la Chambre des députés. M. Glicerio succéda à M. Demetrio Ribeiro, qui siégea moins de trois mois au gouvernement provisoire. Il est l'organisateur et le chef du parti républicain fédéral, et, comme *leader* de la majorité à la Chambre, il a révélé de rares qualités parlementaires.

(2) Cela ne veut pas dire que quelques États comme San-Paulo, Espirito-Santo, Minas-Geraes, etc., ne fournissent pas la preuve d'un haut progrès matériel, et que quelques gouverneurs d'États, luttant contre les circonstances, n'aient pas donné des preuves de leurs talents d'administrateurs. A Pernambuco, par exemple, M. Barboza Lima a distribué, sous hypothèque, de nombreuses concessions d'argent pour la transformation des anciennes fabriques de sucre en des usines modernes, rétabli d'anciens prix de production pour le café et le cacao, s'occupant des moyens de transport de ces denrées, de l'intérieur jusqu'aux stations de chemins de fer; il a, en outre, réformé l'école agricole, lui accordant une grande importance et engageant pour son personnel des professeurs belges et allemands.

(3) Dans les derniers mois de l'année 1889, le total de la circulation fiduciaire (billets de banque, papier-monnaie, etc.) au Brésil était de plus de 211,000 contos (527 millions et demi, le change étant au pair, de 400 reis par franc). Au mois de septembre de l'année suivante, elle était montée à plus de 298,000 contos (745 millions) et maintenant, après la révolte du 6 septembre 1893 et la guerre civile à Rio-Grande do Sul, à environ 800,000 contos (2 milliards).

Digitized by Google

même au conseil des membres du gouvernement. On adopta, en même temps que la base titres, la base or pour les billets; on abolit la pluralité de l'émission pour en rétablir l'unité, et le fameux plan finit par n'être plus qu'un affreux galimatias, dont la seule vertu était la ruine de l'économie nationale. Pour comble, la *Banque des États-Unis du Brésil*, fondée pour l'exécution de ces larges desseins financiers, aida puissamment à l'orgie commerciale, bourrant son portefeuille de titres sans valeur d'une foule de banques frauduleuses et de compagnies véreuses, qui lui étaient présentées comme gage de cautionnements.

Les résultats des actes du gouvernement provisoire furent autrement heureux en matière d'organisation judiciaire. Outre cela, il établit immédiatement le suffrage universel; sans doute ce suffrage est bien loin d'être une panacée, et dans un pays comme le Brésil, spécialement, on a pour le moins raison de le trouver excessif et inefficace en son modèle inorganique, mais il découle légitimement d'une forme démocratique de gouvernement. Les innombrables abstentions qui sont, en majeure partie, dues au manque de partis politiques organisés avec le même programme et les mêmes visées dans tous les États, et l'abus des candidatures officielles, corrigent d'une certaine façon l'inhabileté électorale du plus grand nombre.

L'Église fut séparée de l'État, au bénéfice des deux entités, et le mariage civil fut établi, ainsi que la sécularisation des cimetières. C'étaient d'anciennes aspirations libérales, pour lesquelles M. Ruy Barboza lui-même, un républicain de la veille, avait soutenu une vigoureuse campagne. Le clergé prit fort mal l'obligation et la préséance de la cérémonie civile du mariage et poussa si loin la résistance que le ministre de la justice dut établir des peines contre les prêtres qui désobéiraient à ses instructions formelles. Le gouvernement provisoire, dans son projet de constitution, frappa d'inéligibilité et même d'incapacité électorale les ecclésiastiques. Cette exclusion odieuse ne fut pas ratifiée par l'Assemblée constituante, qui tua ainsi dans l'œuf ce petit essai de *Kulturkampf*, et en finit avec les résistances du parti catholique qui commençait à s'organiser.

Prêtres et républicains vivent aujourd'hui dans les meilleurs termes, et le clergé n'est pas, comme ailleurs, une armée morale qui combat en faveur des restaurations dynastiques.

L'organisation de la justice fut remaniée de fond en comble

Digitized by Google

d'accord avec la transformation du système constitutionnel brésilien. Il y eut séparation complète — justice fédérale d'un côté, représentée par vingt et un juges de section (un par État) (1) et la suprême cour fédérale; et justice des États de l'autre, représentée par les juges de circonscription et les cours d'appel. L'esprit de la législation civile, criminelle et commerciale dut être modifié en quelques points, selon les exigences des codes modernes; mais l'unité de la législation put être très heureusement conservée. L'unité de la magistrature, au contraire, fut rompue, justement parce qu'elle constituait un lien jugé trop étroit, pour grouper les différents membres de l'union. La justice de chaque État continua à servir le but ordinaire de la justice, c'est-à-dire l'application des lois. La justice fédérale devint, comme dans l'Amérique du Nord, un vrai pouvoir politique — le troisième, — avec la faculté de contrôler la nature, d'interpréter le texte et de surveiller l'application des lois pour la défense des droits individuels.

Le gouvernement provisoire s'occupa aussi très attentivement de l'état de l'enseignement public, et s'il n'a pu changer les mœurs autant que les programmes, du moins a-t-il prêté une autre ampleur et donné une orientation plus définie, une méthode plus sûre aux cours de tous degrés, concourant ainsi indirectement à la régénération nationale. La pensée de ses réformes est, a-t-il déclaré, l'éducation intégrale, c'est-à-dire le développement harmonique des facultés de l'esprit et l'équilibre des connaissances. La base des nouveaux programmes est la hiérarchie des sciences d'Auguste Comte. Quoique ce ne soit pas son seul défaut, c'est ce côté sectaire qui dénature en partie l'œuvre de M. Benjamin-Constant, dont la pensée maîtresse, celle de former parallèlement le corps, l'intelligence et les sentiments ou le caractère, est certainement élevée. De plus, l'idée d'encyclopédie fondamentale est poussée trop loin, les programmes étant surchargés à un tel point, qu'aux écoles militaires la pratique disparaît sous la théorie, laquelle embrasse, et en détail, toutes les connaissances humaines. On dirait qu'on a voulu faire du militaire le centre, le pivot de la vie nationale et, spécialement, un philosophe plutôt qu'un homme de guerre.

On doit toutefois reconnaître que l'action du gouvernement

(1) Les États sont au nombre de vingt, mais il faut compter comme tel le district fédéral, où se trouve la capitale.

Digitized by Google

provisoire fut maintes fois efficace (noble elle l'a toujours été en cette matière), rendant plus rationnelle et comblant beaucoup de lacunes de l'ancienne organisation, autant que pensant à répandre profusément l'instruction parmi les couches populaires. En outre, il aborda toutes les branches de l'enseignement, ne respectant aucune vieillerie. L'enseignement primaire, divisé en deux degrés, et le secondaire furent remaniés ; le premier comprenant, entre autres innovations utiles, l'étude de l'histoire et de la géographie brésiliennes, des notions concrètes des sciences physiques et naturelles, et leur application aux industries, à l'agriculture et à l'hygiène, et le secondaire sacrifiant démesurément les études classiques, les humanités, et les langues vivantes aux favorites de positivisme — les mathématiques, l'astronomie et la sociologie. L'enseignement supérieur a reçu des faveurs et a subi une transformation aux facultés de droit, d'accord avec les modèles italiens. L'ouverture des facultés libres a été stimulée avec profit, car il en existe quatre, de droit, en ce moment. L'enseignement normal n'a pas été oublié dans ces améliorations, et l'École des beaux-arts ainsi que le Conservatoire de musique ont été renouvelés. Un pédagogium, avec une revue, fut enfin créé dans l'intention de devenir un centre propulseur d'instruction pour tout le pays, maintenant l'unité de vues à ce sujet, fournissant l'acquisition d'idées pratiques et classant les données utiles (1).

Après la décentralisation républicaine, l'enseignement s'est considérablement amélioré dans presque tous les États, surtout à Minas-Geraes et San-Paulo. A Pernambuco, le gouverneur vient de fonder un Conservatoire de musique, de réformer l'Institut officiel d'instruction secondaire et de créer une École d'ingénieurs, véritable académie polytechnique. Même l'enseignement technique industriel, dont les décrets du gouvernement provisoire ne s'embarrassèrent guère, commence heureusement à poindre. Minas-Geraes en a donné l'exemple par la création d'écoles agronomiques et zootechniques.

V

Les actes politiques de l'Assemblée constituante (15 novembre 1890 au 24 février 1891) font le plus grand honneur au

(1) Felisbello Freire, ouv. cit., t. II.

Digitized by Google

Brésil. Pendant ces trois mois, les bases organiques de la nation (1) furent discutées, toujours avec ampleur, souvent avec éclat, rarement avec passion, d'abord au sein d'une commission de vingt et un membres (un par État), ensuite article par article, en un loyal débat public.

La tendance fédérative était unanime, commune à toute l'assemblée, composée de sénateurs et de députés, au nombre total de 268, et dont la majorité (181) appartenait au parti républicain *historique* ou traditionnel. Les États y ont même prévalu sur le centre, c'est-à-dire que leurs intérêts l'emportèrent tellement sur ceux de l'Union que plusieurs représentants, M. Ubaldino do Amaral, entre autres, en un mémorable discours, formulèrent de vives craintes sur le maintien futur de l'unité brésilienne. Cet excès, que l'expérience a déjà un peu amoindri, démontre justement combien était irrésistible l'idée de décentralisation qui est au fond de l'histoire du pays et que la monarchie même avait reconnue inévitable.

Ce fut M. Joaquim Nabuco qui, après le vote de la loi d'abolition de l'esclavage, présenta à la Chambre des députés (1888) un projet de fédération monarchique, couvert de nombreuses signatures. Il appuya aussitôt ce projet de l'un de ses discours à la fois imagés et substantiels qui sont un régal des lettrés et des hommes politiques : « Vouloir conserver l'organisation politique actuelle, s'écriait-il, c'est vouloir adapter les muscles d'une colombe aux ailes d'un aigle, le cœur d'une grenouille au corps d'un éléphant! » Le cabinet présidé par M. le vicomte d'Ouro Preto et formé le 7 juin 1889 dans le but avoué d'étouffer le parti républicain et de préparer, en opposant une forte garde nationale à une armée rendue illusoire, l'avènement de la princesse héritière, devait, aussitôt le parlement assemblé, présenter une proposition de loi à cet égard. M. Ruy Barboza, directeur alors

(1) Le gouvernement provisoire avait chargé une commission spéciale de jurisconsultes de rédiger le projet de constitution à soumettre au Congrès national, mais il modifia lui-même ce projet avant de le publier. Les corrections qui y furent faites visèrent surtout à inscrire en faveur de l'Union un plus large lot d'attributions, à en entourer l'exécution de garanties plus solides et à augmenter de beaucoup l'importance du rôle de la suprême cour fédérale. (Felisbello Freire, ouv. cit., t. II.) Les différentes corrections du gouvernement provisoire rendirent le projet plus précis et plus pratique; elles dénoncent la main d'hommes d'action.

Digitized by Google

du *Diario de Noticias*, en avait même escompté à l'avance la valeur, cherchant à prouver combien elle faussait les réformes arrêtées au dernier Congrès du parti libéral.

Par la Constituante, les rôles ont été absolument intervertis : dans le bon vieux temps, l'Union absorbait les ressources des provinces ; avec la fédération, ce fut l'Union qui, tout en se réservant entre autres les droits d'importation, dès lors considérablement augmentés, se dépouilla au bénéfice des États de nombreuses et importantes sources de revenu. L'Union céda jusqu'aux immenses terrains incultes, se privant ainsi de la faculté d'organiser des *territoires*, noyaux de futurs États, et agrandissant démesurément l'extension de quelques-uns des États existants, véritable menace pour ceux qui possédaient un territoire restreint.

La Fédération produisit en tout cas le principal résultat voulu. Chaque État fut à même d'avoir un système économique à lui, correspondant à ses besoins et à ses tendances, et de pouvoir librement développer ses ressources. L'exposition industrielle de Rio-de-Janeiro, que M. Prudente de Moraes, le président actuel, eut la satisfaction et l'honneur d'inaugurer le 15 novembre 1895, juste une année révolue de son administration sage et éclairée, en fournit la preuve éclatante. On ne peut certes pas dire que le Brésil n'a point à envier les manufactures des principaux pays d'Europe et des États-Unis de l'Amérique du Nord, loin de là ; mais pour un pays qui, il y a à peine huit ans, sommeillait en pleine production esclave, l'essor est sinon merveilleux, au moins très remarquable. Les industries de filature et de tissage de laine et de coton surtout, la menuiserie et l'ébénisterie méritent les plus vifs éloges et donnent les plus solides espérances d'un progrès sûr et rapide de l'industrie brésilienne.

A la Constituante, les partis politiques, délimités, tranchés, suivant des programmes définis et hostiles, ne se classèrent nullement. Républicains de vieille date et monarchistes de la veille, ils ne songèrent qu'à défendre les intérêts de leurs États respectifs, rendant sans dissidence à la Fédération le culte le plus chaleureux. Toute la discussion ne roula qu'entre les partisans d'une décentralisation modérée et ceux d'une fédération à outrance.

Comme nous en avons fait la remarque, les États sortirent, en général, victorieux de cette lutte pacifique, et, dans l'enthousiasme du triomphe, méconnurent parfois la supériorité de l'autorité fédérale. Cependant les abus du système fédératif sont à présent tel-

Digitized by Google

lement connus et redoutés, le courant relativement centralisateur s'établit si nettement, même en Suisse, même aux États-Unis, les deux pays classiques de la décentralisation, que l'Union compte à son avoir quelques succès éclatants. Par exemple, si l'unité de la magistrature a été rompue, les États prenant à leur charge l'organisation des tribunaux de première instance et des cours d'appel — ce qui s'est malheureusement traduit par une constante instabilité judiciaire et un inévitable abaissement de la dignité des tribunaux locaux, — d'un autre côté, la séparation des deux sphères tributaires fut assez bien établie, épargnant à l'Union la honte et le danger de vaquer à ses services au moyen des quotes-parts des États, et la faculté d'émission de monnaie fiduciaire garantie à l'Union.

La Constituante, avant de se diviser en Sénat et en Chambre et de commencer à jouer son rôle ordinaire, eut à élire le président et le vice-président de la République (25 février 1891). Son choix s'arrêta, par une petite majorité de 32 voix, sur la personne du maréchal Deodoro da Fonseca, le brave soldat dont l'âme ardente avait été le facteur le plus puissant de la transformation politique du 15 novembre 1889. L'imposante minorité de 97 voix (le nom du maréchal da Fonseca avait recueilli 125 suffrages) se rencontra sur un civil, le patriote distingué qui avait présidé d'une façon si remarquable aux travaux de la Constituante et qui est en ce moment le chef de l'État, M. Prudente de Moraes. Comme vice-président, fut presque unanimement élu le maréchal Floriano Peixoto, ministre de la guerre du gouvernement provisoire après le passage de M. Benjamin-Constant à l'instruction publique, et le dernier adjudant-général de l'armée, du temps de la monarchie.

L'atmosphère politique était alors surchargée, et la délibération de l'Assemblée fut prise sous la menace de dissolution au cas de l'élection d'un candidat à la présidence autre que le chef du gouvernement révolutionnaire. Le militarisme s'affichait encore sans réserve, assurant ses positions pour dominer de haut en bas le pays, en vraie garde prétorienne. Il fallut presque quatre années de désordres et de conflits et le choc violent des deux classes armées pour mettre fin à la suprématie de l'élément militaire et réintégrer l'élément civil dans ses attributions.

Digitized by Google

VI

La première administration constitutionnelle de la République, dont le baron de Lucena fut l'inspirateur, est aujourd'hui l'objet d'une haine inconcevable et injuste. Le coup d'État du 3 novembre 1891 souleva tant d'indignation, que les services patriotiques du ministère furent entièrement oubliés et l'on n'en rappelle maintenant que ses mesures violentes. Cependant la gestion de ce ministère de si courte durée eut deux résultats efficaces, — une certaine économie dans les finances et l'organisation des États.

La générosité du gouvernement provisoire est devenue proverbiale, soit en matière de dépenses, soit en matière de concessions : le cabinet Lucena, réduisant un peu les premières et annulant en grande partie les secondes, se montra un défenseur zélé du trésor public. Les anciennes provinces n'avaient jusque-là reçu qu'un semblant d'organisation. Métamorphosées en paroles, mais en fait assujetties à la direction autoritaire du gouvernement provisoire, elles ne pouvaient entrer dans la phase normale de leur nouvelle existence politique qu'après la promulgation de la Constitution fédérale. L'autonomie des États y était établie, nous le savons, sur la plus large échelle; leurs nouveaux droits, reconnus et consacrés. Il n'y avait plus qu'à les voir à l'œuvre, dégagés de toute pression centrale, et l'on peut dire que là c'était l'essentiel. Ce fut à M. de Lucena qu'échurent et ce péril et cet honneur d'assigner réellement aux provinces de l'Empire leur rang d'États fédérés dans la République.

M. de Lucena avait remplacé très habilement les nombreux délégués militaires du gouvernement provisoire par des délégués civils, excellemment choisis pour la plupart. Ces délégués étaient par nature plus respectueux des garanties politiques, moins dangereux, selon l'avis populaire, pour la conservation de l'ordre, plus disposés à des conciliations et à la tolérance rendue indispensable par l'agitation des partis provinciaux et locaux. L'œuvre de l'organisation des États fut rondement menée, sans heurts graves ou sensibles. Durant la période d'assemblées constituantes locales, les États ne devinrent pas, comme plus tard, un obstacle sérieux à la marche tranquille des affaires publiques.

Digitized by Google

M. de Lucena ne parvint pas à éviter le coup d'État que faisaient prévoir d'un côté l'impossibilité constitutionnelle, pour le président, de dissoudre l'Assemblée législative, et, de l'autre, l'intransigeance hautaine et quelque peu séditieuse des députés et des sénateurs de la première législature républicaine, ceux mêmes qui avaient composé la Constituante.

Les malentendus entre les deux pouvoirs, l'exécutif et le législatif, se succédèrent et les querelles devinrent chaque jour plus menaçantes. Le caractère peu endurant du maréchal da Fonseca et les inclinations oligarchiques des républicains historiques, qui commençaient à regretter leur volontaire abdication du pouvoir aux mains d'un général, provoquèrent des heurts inquiétants.

L'inexpérience du nouveau régime présidentiel dans un pays de traditions parlementaires, habitué aux crises ministérielles, aux interpellations bruyantes, à tout le mécanisme libéral de l'empire, ainsi que les tiraillements d'un Congrès inorganique, sans *partis* (1) et sans *leaders*, s'ajoutaient pour envenimer les différends et en empêcher la solution pacifique. L'histoire du coup d'État est trop récente pour pouvoir être faite avec impartialité; mais ce qu'on peut dès maintenant croire et affirmer, c'est que les torts ne sont pas tous du côté du gouvernement, dont l'existence était rendue impossible par la malveillance du Congrès.

Le 3 novembre, Chambre et Sénat étaient dissous, et de nouvelles élections fixées pour une époque prochaine ; la dictature ne dura que vingt jours. Le 23 novembre, une démonstration navale ordonnée par l'amiral Custodio de Mello se produisait, accompagnée d'une sédition partielle de l'armée, travaillée par le maréchal Simeao de Oliveira et d'autres mécontents. Le président Deodoro da Fonseca, désillusionné et malade (2), hési-

(1) Actuellement même le seul parti organisé que possède la République est le parti *fédéral*, qui comprend la quasi-totalité du Congrès, groupant dans les mêmes rangs d'anciens monarchistes et de purs jacobins. La fraction jacobine finira cependant par se détacher, car elle donne déjà des signes évidents d'impatience et de fatigue de l'union. C'est le parti fédéral qui a rendu l'inestimable service public de choisir comme candidat et d'élire le président actuel. Quelques essais d'organisation d'un parti contraire, le parti *démocratique*, ont jusqu'ici pour ainsi dire échoué.

(2) Il est mort au mois d'août de l'année suivante, neuf mois après ces événements.

Digitized by Google

tait à faire répandre du sang. Il n'opposa point aux bataillons rebelles les régiments où son prestige s'était maintenu intact. En soldat généreux, il préféra résigner le pouvoir en faveur du vice-président, le maréchal Floriano Peixoto.

VII

La révolution du 23 novembre, surnommée *le rétablissement de la légalité* et dont l'anniversaire est presque devenu une fête nationale, a été malheureusement suivie d'une période de tumultes, d'une phase de bouleversement provoquée par l'union. Tous les gouverneurs d'États qui avaient appuyé la dissolution — et un seul, le gouverneur de Para, fit exception — furent l'un après l'autre renversés dans leurs capitales, quelques-uns après des désordres sanglants. Ce qui est regrettable, c'est la participation déguisée du nouveau gouvernement central à ces faits. Il voulut offrir ce gage de son respect à la fédération, au lieu de profiter de son origine révolutionnaire pour destituer franchement les gouverneurs amis de l'administration déchue.

Ces actes d'interversion — dus en majeure partie à l'organisation défectueuse et à la constitution anémique des partis locaux, sans énergie pour se défendre contre les insolences des troupes fédérales, trop conscientes de leur rôle décisif (1), et accoutumés, par une vieille tradition, non pas historique, mais administrative, à recevoir du centre le mot d'ordre — donnèrent lieu à une triste série de conspirations, d'émeutes et même de révoltes, comme celle de Rio-Grande do Sul, qui vient à peine d'être terminée. L'anarchie faillit un instant compromettre l'avenir du pays, dénouant les liens entre ses pouvoirs constitutionnels et enlevant la valeur ou détruisant la raison d'être de cette fédération, base de la République, et qui, pour avoir été faite du centre vers la périphérie, n'en représente pas moins la tendance nationale, l'idéal historique, le but traditionnel du pays.

Ce qu'il y a de plus curieux, c'est que les radicaux, qui avaient justement conseillé et applaudi avec enthousiasme à l'immixtion

(1) A Pernambuco, où les dépositions menaçaient de devenir endémiques, M. Barboza Lima eut l'adresse de réduire la garnison fédérale à un seul régiment d'infanterie et à une batterie d'artillerie, et d'armer un solide corps de police de l'État. La tranquillité fut dès lors assurée.

Digitized by Google

du gouvernement fédéral dans les affaires des États, viennent de rejeter un projet de loi présenté au Sénat réglant l'article 6 de la Constitution, c'est-à-dire définissant, avec plus de latitude et d'ampleur, les cas d'intervention de l'Union dans les affaires des États. Ce projet répondait au besoin occasionnel de régler quelques situations anormales, comme celle de Sergipe (dont la Chambre s'est dernièrement désintéressée), où coexistent deux assemblées législatives et deux gouverneurs, l'un de droit et l'autre de fait. Le règlement de l'article 6 répondait, du reste, aux fréquents appels des États à l'autorité centrale, malgré le soin jaloux qu'ils mettent à proclamer leur autonomie.

L'administration du maréchal da Fonseca s'était signalée par une lutte ouverte avec le pouvoir législatif; celle du maréchal Floriano Peixoto par de continuels démêlés avec le pouvoir judiciaire, que la Constitution brésilienne, à l'instar de la Constitution américaine sur laquelle elle a été moulée, a entouré de nombreuses garanties et doté d'une solide indépendance. La suprême cour fédérale n'a pas la faculté désorganisatrice d'annuler les lois inconstitutionnelles, mais celle de les juger en espèce, c'est-à-dire de ne pas reconnaître leur efficacité dans un cas particulier qu'on lui a soumis. L'*habeas corpus*, bénéfice concédé par ce tribunal à des accusés compromis dans les mouvements séditieux qui, peu de mois après l'installation du nouveau gouvernement, commencèrent à se produire, fut le point de départ de l'hostilité entre les deux pouvoirs, laquelle, au temps de la révolte de l'escadre, eut sa période aiguë. Le parlement suivit fidèlement la politique du maréchal Peixoto presque jusqu'aux derniers mois; à peine la discussion de l'opportunité de l'ajournement de l'assemblée élue en pleine tempête politique, pendant la durée de l'état de siège, et la grave affaire de la suspension des immunités parlementaires eurent-elles la force d'affaiblir ses sympathies et de séparer la majorité du Congrès du Président. La suprême cour, bien au contraire, résista dès le début à tous les empiétements de l'exécutif, soutenant les bonnes doctrines juridiques et défendant le renom de liberté et de culture dont le Brésil avait toujours joui sous l'empire.

Dernièrement même, la suprême cour fédérale statua favorablement sur la requête du maréchal Almeida Barreto, destitué et réformé avec douze autres officiers supérieurs de l'armée et de l'escadre, pour avoir conseillé au vice-président, maréchal Flo-

Digitized by Google

riano Peixoto, en une lettre rendue publique, la nécessité constitutionnelle de faire procéder à une nouvelle élection présidentielle, que le Congrès, néanmoins, jugea contraire au texte de la loi organique. Le nouveau président, M. Prudente de Moraes, en vue de ce vote de la suprême cour qui répondait à ses secrets désirs, réintégra dans leurs grades et dignités tous les officiers auxquels la retraite avait été imposée dans les mêmes circonstances, ainsi que les professeurs nommés à vie moyennant concours, et qui, toutefois, avaient été dépossédés de leurs chaires (1).

La révolte de l'escadre, qui se prolongea six mois et coûta au pays des milliers d'existences et des millions en argent, ne se produisit pas seule. Elle se greffa sur la révolution de Rio-Grande do Sul, qui durait depuis un an. Le mouvement, commandé par l'amiral Mello, auquel se joignit deux mois plus tard l'amiral Saldanha da Gama, eut même des antécédents particuliers à la marine.

Mieux préparé, destiné à un plus grand succès immédiat que la tentative antérieure de l'amiral Wandenkolk, arrêté en pleine mer à bord du bateau marchand dont il s'était emparé pour forcer la barre de la capitale de Rio-Grande, le mouvement du 6 septembre 1893 a été le plus sérieux de tous ceux dont le Brésil eut à souffrir — et ils furent assez nombreux — du 15 novembre 1889 au 15 novembre 1894. Les effets désastreux s'en font encore sentir, tant matériels que moraux, car non seulement les pertes furent considérables pour la richesse publique et privée, mais encore le sang versé, la mort exercée inutilement et d'une façon barbare amenèrent presque un changement dans le paisible caractère brésilien.

En Europe et au Brésil même, on a généralement cru que la marine pensait à rétablir la monarchie, et la participation de l'amiral Saldanha da Gama n'était point de nature à détourner ce soupçon qui contribua beaucoup à la défaite de la révolution. L'amiral Mello, cependant, n'a jamais songé à détruire le régime républicain, et à Rio-Grande do Sul, les opinions parmi les officiers rebelles se sont révélées tellement divergentes, tellement

(1) Avant la double décision du tribunal fédéral et de l'exécutif, qui mérita les plus vifs éloges de la presse et l'approbation du pays, cette affaire d'inconstitutionnalité avait été longuement et brillamment traitée par M. Ruy Barboza, l'ancien membre du gouvernement provisoire et l'un des orateurs les plus éloquents et l'un des esprits les plus cultivés de l'Amérique latine.

Digitized by Google

disparates, qu'on n'a jamais pu tirer au clair si les chefs civils et militaires du parti révolutionnaire obéissaient à un plan caché de restauration dynastique, ou à l'idée d'un simple changement de gouverneur local et de revision constitutionnelle de l'État, ou encore à la pensée de renverser, avec le maréchal Peixoto, le système présidentiel pour faire place au système parlementaire qui compte des appuis surtout parmi les anciens partis monarchiques. Ce qu'il y avait de réel dans la révolte de l'escadre, c'était qu'elle dénonçait un conflit de classes, une lutte pour la suprématie entre l'armée, plus démocratique, plus radicale, et la marine, plus triée, plus conservatrice, mais elle-même divisée en fractions ennemies, en groupes personnels.

Au fond, cette guerre civile, c'était le sentiment des mécontentements accumulés dans l'organisme national par les cinq longues années de rivalités militaires et de confusion politique qui éclatait; le dernier effort des violences et des troubles qui entravèrent le pénible apprentissage de la transformation politique subie par la nation. La longue durée de la révolte eut pour principal motif la grande diversité de son champ d'action avec celui de son adversaire. La révolution était maîtresse du port de Rio-de-Janeiro; le gouvernement, de son côté, appuyé sur l'armée, maître des forteresses qui défendent l'accès du port, empêchait toute tentative de débarquement des navires. Les troupes légales parvinrent même à chasser les insurgés de quelques-unes des nombreuses îles qui parsèment l'énorme baie de Guanabara et où ils puisaient de l'eau, et avaient établi des dépôts d'armes et de malades. Quant à livrer aux marins révoltés un combat à armes égales, il ne fallait pas y songer. On n'improvise pas une escadre. Le matériel encore peut être acquis à prix d'or, car on trouve toujours des puissances disposées à se débarrasser de leurs vieux bateaux, et, à la rigueur, les navires marchands se prêtent à une transformation en bâtiments de guerre; mais le personnel, il est impossible de le former du jour au lendemain, et le gouvernement tenait à honneur de ne pas employer dans une lutte civile des marins étrangers qui s'offraient en grand nombre. Cette lutte était donc inégale, non par l'inégalité du nombre, mais par l'opposition du terrain de combat, et devait faire attendre longtemps son issue victorieuse au maréchal Floriano Peixoto.

Les insurgés sous le commandement de l'amiral Saldanha da Gama, qui n'avaient point suivi l'amiral Mello dans sa fuite déguisée

Digitized by Google

vers le Sud, cherchèrent à la fin un asile à bord de la corvette portugaise *Mindello*, asile qui leur fut généreusement accordé. La révolution, à Rio-de-Janeiro, ne possédait presque plus un pouce de terre, ayant, comme l'écrivait le ministre des affaires étrangères au chargé d'affaires du Portugal, été « renfermée dans un cercle de feu ». L'île des Cobras, où est située l'École navale, et l'îlot fortifié de Villegaignon étaient seuls en son pouvoir, presque toutes ses positions ayant été conquises à l'abri des forteresses légales. Du côté de la barre se tenait, prête à fermer le chemin aux vaisseaux rebelles, l'escadre que le gouvernement avait tant bien que mal organisée et qui, quelques jours plus tard, capturait dans les eaux de Santa-Catharina le cuirassé *Aquidaban*, où ne flottait plus le pavillon de l'amiral Mello.

Le vrai moment critique que la légalité traversa fut celui de l'invasion des révolutionnaires de Rio-Grande do Sul qui, s'avançant à marches forcées aux ordres d'un vaillant *condottiere*, mort depuis en combattant, Gumercindo Saraiva, rêvaient d'envahir la ville de Rio-de-Janeiro, tendant la main, en pleine capitale fédérale, aux marins insurgés. Cette marche, si tristement jalonnée d'atrocités commises par les deux partis, est vraiment héroïque comme effort. Les intrépides cavaliers de Rio-Grande partirent de l'extrême frontière sud du Brésil et traversèrent en ligne droite le vaste État de Rio-Grande et les deux États de Santa-Catharina et Parana. Ils ne s'arrêtèrent, épuisés, qu'aux limites de San-Paulo, toujours harcelés par les troupes légales, mais s'emparant des villes et des retranchements. A l'île de Desterro, capitale de Santa-Catharina, leur gouvernement provisoire fonctionna, pendant quelques mois, présidé par l'officier supérieur de marine, F. de Lorena. Le désaccord entre les partisans de l'escadre révoltée et ceux du parti en armes à Rio-Grande, ayant éclaté en pleine lune de miel, laissa prévoir ce que serait devenue cette alliance hybride, contractée en face de l'ennemi commun, si le triomphe lui était échu.

La révolte de l'escadre ne pouvait vaincre, malgré le soutien de terre qu'elle rencontra parmi les *gauchos* de Rio-Grande. Le brave amiral Saldanha da Gama ne put qu'aller chercher la mort au milieu de ses alliés, après la fuite du vaisseau portugais ancré devant Buenos-Ayres. Il mourut de désespoir, voyant à jamais perdues ses préférences monarchiques. Un idéal commun manquait à ce mouvement; la cohésion faisait défaut entre ses par-

Digitized by Google

ties superposées. Aucun appui ne pouvait lui venir de la majorité du pays, bien qu'à Rio-de-Janeiro il fût plutôt populaire, les capitales étant toujours frondeuses et disposées à créer des embarras au gouvernement. Les partisans de l'ancien régime, serviteurs de l'Empire, conseillers d'État, familiers du palais, etc., souhaitaient la destruction de la République maudite, mais se contentaient de faire pour les insurgés des vœux stériles.

On peut accuser le maréchal Floriano Peixoto de nombreux défauts, le blâmer pour son mépris trop manifeste des formules constitutionnelles, pour son penchant instinctif à l'arbitraire. On peut lui nier certaines autres vertus d'un grand homme d'État, telles que la clémence, la franchise, le respect de la loi. On a beau le comparer, comme M. Ruy Barboza, réfugié à l'étranger, à un serpent monstrueux broyant dans ses anneaux le bonheur et la vie même de la nation, ou le juger, comme M. Joaquim Nabuco, un simple mannequin obéissant à la suggestion d'une *camarilla* de forcenés et d'ambitieux, qui le décorent du rôle de sauveur des institutions; on peut déplorer les persécutions souffertes par des citoyens éminents, condamner les exécutions sommaires et les cruautés inutiles, mais on n'enlèvera pas à la mémoire du maréchal la gloire d'avoir, le premier, dans l'Amérique latine, écrasé une révolution militaire et conduit, malgré une convalescence longue et délicate, le Brésil à la guérison certaine du terrible mal des *pronunciamientos* inoculé par les ambitieux du commandement suprême. Je ne dirai pas à son insu, mais peut-être un peu contre son gré, il a fermé, par une dictature impitoyable, la période des dictatures militaires et rouvert l'ère de la magistrature civile.

Les événements qui se sont passés durant la demi-année révolutionnaire ont eu pour témoins, dans la baie de Rio-de-Janeiro, de nombreux bâtiments de guerre anglais, français, allemands, autrichiens, italiens et portugais, chargés de surveiller les intérêts de leurs compatriotes et même d'inspirer aux factions en lutte des idées de tolérance et d'humanité facilement oubliées en ces moments. Ainsi, l'intervention des commandants des bâtiments étrangers épargna à la capitale les horreurs d'un bombardement, moyen dont les révolutionnaires songèrent naturellement à se servir pour intimider le maréchal et soulever la population.

En une série de remarquables articles parus au *Jornal do Commercio*, M. Joaquim Nabuco a très habilement soutenu la thèse,

Digitized by Google

assez paradoxale, que cette intervention des divisions étrangères fut tout à l'avantage du gouvernement légal, non seulement parce que la peur du bombardement eût dû causer à Rio-de-Janeiro des émeutes populaires, mais aussi parce que, pendant que les insurgés se morfondaient sous la défense de pointer leurs canons contre la ville, le maréchal avait le temps, contre la lettre de l'accord signé, d'élever ses retranchements, d'armer ses batteries et de préparer la réussite de sa décision de livrer une bataille, décision qui aurait eu pour conséquence la mort ou la capture de tous les rebelles, si la corvette *Mindello* ne les avait pas couverts de la protection du drapeau portugais. On était habitué à penser, au contraire de l'écrivain monarchiste, que l'attitude constante des bâtiments étrangers, presque tous, s'était manifestée plutôt comme favorable à la révolte, tant par esprit de classe et sympathie personnelle pour l'amiral Mello, dont l'abord passe pour être séduisant, à l'inverse du maréchal froid et taciturne, que par intime aversion des démagogies. On se figurait que, seule, l'escadre américaine, aux ordres de l'amiral Benham, avait paru comprendre que la légalité était du côté du vice-président élu de la République, et que les rebelles n'avaient aucun droit, la qualité de belligérants leur étant refusée, d'arrêter le trafic international. M. Joaquim Nabuco, lui, attribue totalement la victoire du gouvernement aux divisions étrangères, affectant d'oublier l'enthousiasme républicain de bon aloi qui environnait la personne du maréchal; les bataillons patriotiques qui s'étaient formés, comptant dans leurs rangs la jeunesse des écoles; la fidélité inébranlable de l'armée : toutes ces conditions sûres du succès qu'on chercherait inutilement entre les insurgés, vivant d'expédients, caressant toutes les espérances pour pourvoir à leurs besoins, sans le courage de hisser le pavillon impérial et sans un autre emblème sérieux à déployer, rongés par les jalousies et les mésintelligences.

Les ennemis du nouveau régime ont désapprouvé très fort la rupture des relations avec le cabinet de Lisbonne, décidée par le maréchal Peixoto, après que les rebelles, échappés à la surveillance portugaise, furent partis pour se joindre, au delà de la frontière brésilienne, aux bandes d'insurgés de Rio-Grande do Sul. Le gouvernement légal a eu cependant entièrement raison d'agir comme il a agi. Les devoirs d'humanité imposaient certainement au commandant du *Mindello* de recueillir à bord de sa

Digitized by Google

corvette des fugitifs politiques qui se sauvaient de la mort; mais, après leur avoir de tout temps prêté aide, se charger aussi de les transporter justement où la guerre sévissait toujours, cela doit sembler excessif aux esprits les moins impartiaux. D'une action sympathique par la pitié qu'elle témoigne, à un secours efficace accordé à un mouvement subversif, que le gouvernement se proposait de dominer au prix des plus grands sacrifices, la distance est vraiment grande, et M. Augusto de Castilho l'a franchie. Destitué et soumis à un conseil de guerre par le gouvernement portugais, il a été absous et acclamé par ses juges, officiers supérieurs de la marine, ce qui n'était pas de nature à calmer la juste irritation du maréchal Peixoto.

La rupture des relations avec le Portugal, depuis rétablies par l'entremise de l'Angleterre, n'eut heureusement d'autres conséquences que d'amères polémiques de journaux et une légère émeute à Rio-de-Janeiro contre les marchands portugais, où il n'y eut même pas de blessés. Les fêtes retentissantes qui dans les capitales du Portugal et du Brésil ont signalé l'arrivée des nouveaux plénipotentiaires des deux pays (1) prouvent abondamment que, si les rapports politiques ont été quelque temps interrompus, les liens du sang parlèrent toujours bien haut des deux côtés de l'Atlantique. Le désaccord a régné entre les gouvernements, non entre les peuples; mais, il faut le dire une fois de plus, dans cette affaire les torts n'appartenaient point au maréchal Floriano Peixoto.

VIII

Au président actuel de la République est échue une tâche écrasante : rétablir tout d'abord la paix au sud du pays; faire renaître ensuite l'harmonie et la tolérance au cœur de la nation, divisée par des haines terribles et des flots de sang; régulariser le déplorable état des finances, ruinées par la guerre et par le

(1) Le Portugal envoya comme ministre au Brésil un de ses hommes de lettres et de ses politiques les plus en vue, M. Thomaz Ribeiro, l'illustre poète qui a été plusieurs fois ministre d'État et qui est membre de la Chambre des pairs. Le Brésil chargea de sa légation M. Assis Brazil, républicain *historique* de Rio-Grande do Sul et écrivain distingué, auteur de deux excellents travaux sur la République fédérative et l'organisation du suffrage.

Digitized by Google

gaspillage; régler les différends internationaux laissés en suspens; réorganiser une marine à demi détruite comme matériel et anarchisée comme classe; réprimer dans l'armée l'indiscipline baptisée par feu Benjamin-Constant Botelho de Magalhaens du nom pompeux de *rationalisme de la discipline*, c'est-à-dire l'obéissance dans les limites de la loi; s'occuper d'affaires diplomatiques d'une portée aussi grande que la prise par l'Angleterre de l'île de Trinidad et le conflit sanglant entre soldats français et colons brésiliens installés sur le territoire contesté d'Amapa, voisin de la Guyane; en un mot, ramener l'ordre et l'économie à l'intérieur, et à l'extérieur soutenir l'honneur et la dignité, tel est le résultat qu'il s'agit d'atteindre.

La période d'administration de M. Prudente de Moraes n'est pas encore à moitié écoulée, et déjà nous voyons le Rio-Grande do Sul pacifié, les insurgés ayant fait leur soumission sans autres conditions que celles de garantie de la vie et de la propriété, et le gouverneur, M. Julio de Castilhos, étant maintenu au pouvoir, le principe d'autorité n'y ayant donc pas pâti; les révolutionnaires, comme il fallait s'y attendre après la paix, amnistiés, les militaires insurgés placés provisoirement dans les cadres de la réserve; les abus de dépenses officielles supprimés, malgré la conservation d'un budget onéreux, dû à la prodigalité du congrès; les réclamations étrangères écoutées et satisfaites en toute justice, un accord venant justement d'être signé avec la plus exigeante partie, l'Italie, pour en régler quelques-unes à l'amiable et soumettre le reste à l'arbitrage d'une puissance amie; la marine réintégrée dans ses devoirs si honorables de défense de la patrie, et le matériel de guerre, tant naval que terrestre, en plein renouvellement; l'armée réduite à son noble rôle passif d'obéissance, et non plus travaillée par les intrigues politiques et les velléités dominatrices, à un tel point qu'on n'entend plus citer des faits isolés d'indiscipline; l'arbitrage proposé par l'Angleterre pour régler la possession de l'île de Trinidad, repoussé sans outrage, mais avec la fermeté que donne la pleine conscience des droits séculaires du Brésil sur ce rocher; enfin l'éternelle affaire de la Guyane soumise, au contraire, au jugement d'un tiers : voilà ce qu'on appelle de la bonne besogne. Et ces résultats extraordinaires, on peut bien les qualifier comme tels, M. Prudente de Moraes les a obtenus sans aucun effort visible, sans le moindre fracas, par son tact, par sa ténacité intelligente, par son haut

Digitized by Google

prestige, sans avoir même changé un seul de ses secrétaires d'État, qui l'accompagnent fidèlement depuis le 15 novembre 1894, tous hommes de valeur tel que M. Carlos de Carvalho, le ministre des affaires étrangères, jurisconsulte éminent et négociateur aussi énergique qu'habile.

Le tableau du Brésil en ce moment est donc des plus encourageants en comparaison de celui qu'il présentait il y a moins de deux ans. Tout n'est cependant pas encore la perfection. La situation économique dénonce un vif progrès, mais l'état financier justifie quelques appréhensions. Deux emprunts contractés, l'un au Brésil même, et l'autre à Londres, ont été impuissants à hausser le taux du change, qui se maintient excessivement bas, accablé par la montagne de papier-monnaie inconvertible, éparse dans la circulation; épuisé par le drainage exercé par les payements de tout genre à faire en Europe, intérêts de la dette et intérêts garantis à des compagnies de chemins de fer, navigation, etc., achats de machines, bateaux, armes, etc., nécessaires à un pays qui se développe et qui tient à défendre son rang, sans compter l'importation habituelle de produits manufacturés que l'industrie nationale ne peut encore fournir; et aussi avili par les spéculations du commerce national et étranger. De plus, si les rentes montent toujours considérablement par le rapide accroissement de la population et l'accroissement plus rapide encore de la richesse privée, les dépenses ont augmenté de beaucoup, et le congrès ne montre aucune envie de les réduire sérieusement. Il faut toutefois reconnaître que, sous ce rapport même, le gouvernement de M. Prudente de Moraes a fait concevoir des espérances aux Brésiliens et à leurs amis à l'étranger; son administration a été assez féconde en réformes. Le 15 novembre 1898, il pourra léguer à son successeur un fardeau moins lourd que celui qu'il a reçu de son prédécesseur, c'est-à-dire la patrie tranquille, prospère, respectée, en pleine utilisation de ses immenses ressources, la première en progrès, comme elle l'est en étendue, du continent sud-américain.

12446. — Lib.-Imp. réunies, 7, rue Saint-Benoît, Paris.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

45 - 72/1286

Digitized by Google

Digitized by Google

14 DAY USE
RETURN TO DESK FROM WHICH BORROWED
LOAN DEPT.
This book is due on the last date stamped below, or on the date to which renewed.
Renewed books are subject to immediate recall.

24 FEB 59 AB
REC'D LD
MAY 19 1959
12 Apr'61 EC
REC'D LD
JUN 9 1961

LD 21A-50m-9,'58
(6889s10)476B

General Library
University of California
Berkeley

Digitized by Google

YC 10122

M519517

F2537
06

U.C. BERKELEY LIBRARIES

C035181176

Digitized by Google

Digitized by Google